

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Randa Maddah, Light Horizon, 2012, vidéo, 7.22

AZB 4001 Bâle
Forum Civique Européen, 4001 Bâle
Post CH AG

SYRIE

Les transformations sous contraintes de Hayat Tahrir al-Cham

Cet article est le fruit d'un séjour en Syrie de novembre 2024 à février 2025, au plus près des événements, y compris lors de la chute du régime. Rédigé sur place, il s'appuie sur des observations directes et des témoignages recueillis au cœur du pays.

Alors que la poussière retombe sur Damas, il est temps de prendre un léger recul et de tenter l'analyse des mécanismes de la victoire des rebelles sur al-Assad et celle de la nature du pouvoir qui se met en place. La chute du régime ne peut être réduite à un simple effet collatéral des guerres à Gaza et en Ukraine, ni au génie stratégique d'un seul homme, Abou Mohammed al-Joulani, de son vrai nom Ahmed al-Charaa¹.

L'opération militaire lancée le 27 novembre 2024 par Hayat Tahrir al-Cham (HTC) n'a été, en réalité, que le coup décisif porté à un régime déjà affaibli politiquement, moralement et économiquement par treize années de guerre révolutionnaire. Cette victoire n'est donc pas uniquement celle d'HTC. Elle n'a été possible que par une évolution profonde des discours et des pratiques du mouvement – transformation qui n'est en réalité pas due à une évolution idéologique de l'organisation mais plutôt

à des concessions faites par pragmatisme à la société et aux milieux révolutionnaires dans leur diversité.

Au-delà du triomphe d'HTC, cette victoire est avant tout une victoire syrienne, à plusieurs titres. D'abord, elle a été obtenue sans le soutien d'acteurs extérieurs, allant même à l'encontre d'un consensus international favorisant au mieux un *statu quo*, au pire une normalisation avec al-Assad.

C'est une victoire syrienne également parce qu'HTC n'a pas fait tomber le régime seul. Ses combattants, certes à l'initiative de l'assaut, ne représentaient pas la moitié des participant·es à la bataille de décembre. De nombreux groupes de l'Armée Syrienne Libre (ASL) ont repris les armes, et ce sont les anciens rebelles du Sud ainsi que les factions druzes qui sont entrées dans Damas en premier. Victoire syrienne encore parce que, pour l'emporter, HTC a dû travailler à la construc-

EDITO

Chères lectrices, chers lecteurs,

Fin mars, une rencontre de trois jours du Forum Civique Européen s'est tenue dans le sud de la France. Nos rencontres ont lieu deux fois par an, dans un lieu différent de l'un des pays dans lesquels nous sommes engagés. Cette fois-ci, des ami·es de Syrie, du Liban, d'Irak, d'Allemagne, de Roumanie, de Grèce, d'Ukraine, de Bosnie, d'Autriche, de Suisse et de France y ont participé. Cette réunion a été extrêmement intéressante et intense. De nombreuses informations ont été échangées et de nouveaux projets communs ont été planifiés, sur lesquels nous informerons au fur et à mesure. Dans cet Archipel, vous trouverez, entre autres, un article sur la Syrie, un autre sur la Serbie, ainsi que des informations sur nos différents engagements en Ukraine – et à ce sujet, l'invitation à une manifestation en Suisse.

Même si c'est presque impossible après le nouvel attentat meurtrier de la Russie contre la ville ukrainienne de Sumy et au vu des tueries quotidiennes à Gaza, nous essayons d'être confiant·es – en sachant que dans de nombreux pays, des foules se rassemblent dans des mouvements de protestation et de résistance.

Constanze Warta

tion d'un nouveau consensus qui se traduit dans le discours et en partie dans les actes.

L'organisation, qui a rompu avec le djihadisme international depuis plusieurs années, va encore plus loin pendant la bataille en adoptant un discours et une symbolique nationale et non confessionnelle, dominante au début de la révolution. En ce sens, si c'est bien HTC qui a pris le pouvoir, cette victoire est aussi celle de la ligne politique authentique du soulèvement de mars 2011, à laquelle HTC a dû se plier, probablement à contrecœur.

C'est le prix que les anciens djihadistes ont eu à payer pour sortir de leur enclave sunnite d'Idlib, vouée à n'être qu'un mini-émirat islamique en sur-sis. Alors qu'on les croyait défaits, les révolutionnaires de 2011 ont donc (partiellement) réussi à imposer leur ligne politique aux nouveaux maîtres de Damas. Le drapeau révolutionnaire, longtemps interdit à Idlib, s'est imposé comme unique symbole du nouvel État. Finalement, peu importe si le ralliement d'HTC est sincère, il ne s'agira pas ici de se lancer dans des spéculations sur une prétendue *taqiya* du nouveau pouvoir, la vraie question est de savoir si cette ligne politique va tenir dans le temps.

Pour mieux comprendre la situation, il s'agit moins d'analyser l'évolution doctrinale de l'organisation et de son leader que de saisir comment les rapports de forces au sein du mouvement révolutionnaire et de la société syrienne ont, à différentes étapes de la guerre civile, contribué à cette transformation.

De quoi le pragmatisme d'HTC est-il le nom?

Depuis la chute du régime d'al-Assad, de nombreux analystes spéculent sur la nature politique d'HTC et sur la personnalité de son chef, rebaptisé Ahmed al-Charaa depuis son installation au palais présidentiel. Alors qu'une partie de la bourgeoisie syrienne se rassure en apprenant qu'il est issu d'une bonne famille de tradition politique nassérienne des quartiers aisés de Damas – comme si c'était un gage de quoi que ce soit –, d'autres s'inquiètent de son parcours politique et militaire dans la résistance djihadiste irakienne à l'occupation américaine, puis comme chef de la branche syrienne d'al-Qaïda.

Pourtant, pour comprendre l'évolution de Jabhat al-Nosra et d'HTC au cours du conflit syrien, on doit surtout faire le constat que cette organisation est avant tout une organisation qui a toujours fait preuve de pragmatisme stratégique, et que son alignement politique dépend moins d'évolutions idéo-



Tammam Azzam, Goya, Syrian Museum, 2013. Collage d'après El tres de mayo de 1808, de Francisco de Goya.

logiques et doctrinales que d'une adaptation aux contraintes de l'environnement dans lequel elle évolue². Ce qui importe donc, ce sont les pressions extérieures aux mouvements qui ont, depuis le début du conflit, déterminé sa trajectoire. La notion de pragmatisme en politique est trop souvent confondue avec la modération, comme si dans tout contexte la capacité à faire des compromis et à renier son idéologie était l'action politique la plus sage.

Si l'on revient sur la trajectoire du mouvement que dirigeait al-Joulani pendant la guerre civile syrienne, on se rend compte bien au contraire que successivement Jabhat al-Nosra (2012-2016), puis Jabhat Fatah al-Cham (2016-2017) et enfin HTC (2017-2025) ont su habilement naviguer dans l'environnement hostile et concurrentiel de la rébellion syrienne, survivre et enfin s'imposer, d'abord face aux factions concurrentes puis face au régime. On peut ainsi distinguer deux périodes pendant le conflit – et nous entrons très certainement aujourd'hui dans une troisième. On peut qualifier la première (2012-2017) de «*djihadisme d'avant-garde*» et la seconde (2017-2024) de «*gouvernement révolutionnaire*». Le passage de l'une à l'autre se fait de manière progressive entre 2016 et 2020, l'année 2017 ne constituant pas une rupture en soi. Les différents choix stratégiques démontrent une capacité de compréhension du contexte et des rapports de force, amenant l'organisation à faire des choix par pragmatisme. Ces choix l'amènent à évoluer d'un côté vers une surenchère islamiste et militariste d'abord, parce que le contexte l'exige, et d'un autre côté vers une ouverture sur la société et sur le reste du mouvement révolutionnaire.

Revenons sur la première période, au cours de laquelle la radicalité pragmatique de Jabhat al-Nosra se caractérisait par deux éléments essentiels: se distinguer des autres factions rebelles par le refus de négocier une désescalade avec le régime et une surenchère idéologique djihadiste.

Encore une fois, c'est le contexte et les rapports de forces externes à l'organisation qui nous permettent de comprendre ces choix. L'intransigeance du groupe dans le refus des négociations avec le régime et le maintien d'une ligne militariste apparaît aujourd'hui comme étant un choix raisonnable face à un régime qui n'a respecté aucun de ses engagements et a détruit une à une les poches rebelles avec lesquelles il négociait³.

Alors que les États qui prétendaient soutenir la rébellion n'ont eu de cesse de pousser les factions dites «modérées» à des négociations vouées à l'échec, Jabhat al-Nosra s'impose comme le détenteur du monopole d'une position perçue comme authentiquement révolutionnaire, celle prônant la chute totale du régime⁴. Dans ce contexte, la position la plus pragmatique semble donc être la plus radicale. Sur le plan idéologique, les années 2012-2017 sont également marquées par une surenchère islamiste qui frappe l'ensemble de la rébellion⁵ – une dynamique qui s'explique en grande partie par la confessionnalisation du conflit, à la fois du côté du régime et de la rébellion, avec l'intervention de groupes extérieurs – Hezbollah, Iran, djihadistes étrangers –, et surtout à partir de 2013-2014, avec la concurrence imposée par l'État islamique (EI) aux autres factions.

La montée en puissance de l'EI pousse les acteurs islamistes de la rébellion dans

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Mai 2025 - Nr. 347 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

une surenchère idéologique nécessaire, afin de limiter l'hémorragie de combattants et de financements vers une organisation qui enchaîne les victoires. Ici encore, c'est le contexte qui détermine les choix stratégiques d'HTC et qui pousse l'organisation vers une radicalisation de ses positions, l'affirmation de ses liens avec al-Qaïda ainsi que l'incorporation à haut niveau de cadres du djihad international. Dans ce contexte, pendant la période 2014-2016, Jabhat al-Nosra intensifie les liquidations de groupes de l'ASL dans le nord du pays, en particulier ceux des factions non islamistes.

À partir de 2016-2018, et de manière encore plus nette à partir de 2020, on entre dans une tout autre phase. Le contexte, qui déterminait jusque-là le positionnement de l'organisation, change radicalement et on observe alors une évolution significative dans le discours et les pratiques. Tout d'abord, entre 2016 et 2018, le régime organise l'évacuation des zones rebelles assiégées à Alep, Damas, Homs et Deraa, puis en 2020 le déplacement des populations du sud d'Idlib. Dans toutes ces zones, la présence de mouvements djihadistes était bien plus faible que dans le Nord.

L'arrivée massive à Idlib d'une population fortement politisée et ancrée dans le mouvement révolutionnaire tout en étant, pour la plupart, éloignée de toute idéologie djihadiste, change la donne pour HTC, qui au même moment installe son «*Gouvernement de salut*» pour administrer les zones sous son contrôle. Cette période coïncide également avec la défaite de l'EI, qui perd Raqqa en 2017 et son dernier bastion à Baghouz en 2019, mais qui est surtout discrédité politiquement.

HTC subit désormais moins la pression des milieux djihadistes, largement affaiblis, que celle d'une population désormais sous son administration directe, et dont la composition a significativement évolué avec l'arrivée en masse de révolutionnaires non djihadistes, qui finiront par lui imposer une ligne politique loin de son idéologie initiale. Enfin, un autre facteur essentiel dans le processus d'évolution de HTC est le cessez-le-feu de 2020 sous garantie russo-turque.

Après une importante offensive du régime pendant l'hiver 2019-2020 –qui réduit significativement la poche rebelle tenue par HTC–, ce cessez-le-feu est signé et, pour une fois, relativement respecté par le régime. HTC autorise des militaires russes et turcs à patrouiller sur le territoire qu'il contrôle, proche de la ligne de front afin d'assurer le respect de l'accord, ce qui permet une certaine stabilité pendant presque cinq années.

Cet accord s'est fait au prix d'un renoncement important qui consistait, pour l'organisation anciennement affiliée à al-Qaïda, de devoir escorter des patrouilles turques et russes, deux pays considérés comme des ennemis par les milieux djihadistes. Cela ne manquera pas d'alimenter l'opposition des éléments les plus radicaux, comme ceux restés loyaux à al-Qaïda, qui tenteront à plusieurs reprises de briser ce cessez-le-feu. Ces dissidents ont été efficacement purgés et réprimés par HTC. Ainsi, on remarque que certains choix faits par pur pragmatisme (cessez-le-feu, rupture avec al-Qaïda, main

tendue vers les minorités) finissent par avoir un vrai effet de transformation structurelle de l'organisation par la simple exclusion ou la liquidation des éléments les plus radicaux qui s'opposent à ces concessions.

Cette transformation, qui devient nette à partir de 2020, se traduit en termes d'administration des territoires par la généralisation progressive du drapeau à trois étoiles de la révolution, une tolérance accrue d'une société civile autonome et de contre-pouvoirs. Le mode de gouvernement d'HTC à Idlib reste autoritaire et centralisé, loin des expérimentations d'auto-organisation des conseils civils du début de la révolution, mais l'attitude des autorités s'ouvre au dialogue avec la société et fait des concessions. Des manifestations et des grèves ont lieu régulièrement, soit pour contester la politique d'HTC, soit pour demander l'ouverture d'un front contre le régime. Pendant les deux années qui précèdent la prise de Damas, de nombreux activistes historiquement opposés à Jabhat al-Nosra puis à HTC, dont certains ont été emprisonnés, sont désormais régulièrement consultés par les dirigeants du mouvement, et à plusieurs reprises par al-Joulani lui-même.

Enfin, un dernier élément marquant de ce tournant est l'ouverture vers les petites communautés chrétiennes et druzes d'Idlib qui avaient été réprimées et partiellement expulsées. Loin d'être une simple opération de relations publiques comme cela a souvent été présenté, un processus de restitution de terres occupées ainsi qu'un engagement sérieux de garantie de sécurité ont permis des retours progressifs de population et l'établissement de connexions avec les communautés druzes insurgées du Sud ainsi qu'avec les communautés chrétiennes d'autres régions, connexions qui se prouvent cruciales au moment de la bataille de novembre-décembre 2024.

La période de gouvernement révolutionnaire (2020-2024), caractérisée par un recentrage partiel d'HTC vers la ligne révolutionnaire de 2011, a donc posé les jalons de la méthode qui sera utilisée lors de l'offensive éclair de la fin 2024.

La méthode HTC pour une ultime victoire sans combat (hiver 2024)

La victoire rebelle de décembre 2024 ne peut être comprise comme une victoire strictement militaire, d'une armée sur une autre. Le régime s'est effondré de lui-même, sans combattre, et l'affaiblissement du Hezbollah et le retrait partiel des Russes ne suffisent pas à expliquer cette débâcle.

Les nombreuses bases secrètes des milices pro-iraniennes découvertes après la bataille regorgeaient d'armes et, malgré la réduction de leurs capacités militaires, les Russes ont bien tenté de redéployer leur aviation et auraient très bien pu détruire les colonnes rebelles qui avançaient sur Damas sans armes antiaériennes. Cela aurait été d'autant plus possible si les combattants du régime étaient parvenus à résister à l'offensive et à créer une ligne de front fixe facile à cibler depuis les airs. Cependant, comme les Russes l'ont eux-mêmes déclaré, ils ne peuvent pas sauver al-Assad si ses soldats abandonnent leurs positions⁶. Cet abandon

de poste généralisé s'explique davantage par les manœuvres politiques d'HTC que par ses capacités strictement militaires.

Il est important de rappeler que l'appareil militaire syrien s'était progressivement «milicisé» pendant les dernières années de conflit, dans le sillon de la dynamique de privatisation et de déstructuration de l'appareil d'État par le régime. Désormais, les unités de l'armée régulière agissaient comme supplétifs aux milices, et non l'inverse. Ces milices, souvent communautaires et sous encadrement étranger, combattaient contre un ennemi sunnite perçu comme une menace existentielle.

Cette mobilisation des minorités avait jusque-là permis de contenir les territoires sunnites, à tel point que, même à l'apogée de leur puissance, les rebelles n'avaient jamais réussi à aller au-delà d'une ligne de front marquée de manière communautaire. Au nord du pays, cette ligne ne dépassait pas les villages chrétiens et alaouites au nord et à l'ouest de Hama. Mais lors de l'offensive de l'hiver 2024, ces mêmes milices n'ont pas combattu. Comprendre cet abandon nécessite de retracer les événements étape par étape.

La première étape de la destruction du narratif communautaire du régime s'est faite au travers de la mobilisation des Druzes à partir de l'été 2023. Rapidement, l'insurrection de Soueïda se déclare solidaire des rebelles d'Idlib et établit des voies de communication entre les deux provinces. Le discours d'une rébellion sunnite contre les minorités ne fonctionne plus et déjà le régime commence à craindre la contagion au sein de la communauté alaouite. Au même moment, la main tendue d'HTC aux Chrétiens et aux Druzes d'Idlib a permis la création de points de contact inédits, qui seront utiles pour coordonner l'avancée d'HTC.

La deuxième étape intervient lors de la première phase de la bataille, avec la conquête surprise d'Alep. HTC impose une discipline de fer à ses combattants, évitant ainsi les exactions que tout le monde attendait. Une délégation de représentants d'HTC sans armes entre dans les quartiers chrétiens d'Alep pour s'adresser à la population en leur demandant d'ouvrir leur commerce, y compris les marchés de Noël et les restaurants vendant de l'alcool.

Le tout est facilité par des contacts pré-établis discrètement avec une partie du cler-

1. Dans cet article, nous utiliserons le nom «Abou Mohammed al-Joulani» pour la période précédant le 8 décembre – la prise de Damas – et «Ahmed al-Charaa» pour la période suivante.

2. Jérôme Drevon et Patrick Haenni, *How Global Jihad Relocalises and Where it Leads. The Case of HTS, the Former AQ Franchise in Syria*, EUI Working Papers, Robert Schuman Centre for Advanced Studies – The Middle East Directions Programme, European University Institute, 2021.

3. «La Stratégie de Jabhat al-Nusra – Jabhat Fath al-Sham face aux trêves en Syrie», *Noria Research*, 2 oct. 2016. <<https://noria-research.com/fr/strategie-treves-syrie/>>.

4. Félix Legrand, «Foreign Backers and the Marginalization of the Free Syrian Army», *Arab Reform Initiative*, 13 nov. 2016. <<https://www.arab-reform.net/publication/foreign-backers-and-the-marginalization-of-the-free-syrian-army/>>.

5. Ahmad Abazeid et Thomas Pierret, «Les Rebelles syriens d'Ahrar al-Sham. Ressorts contextuels et organisationnels d'une déradicalisation en temps de guerre civile», *Critique internationale*, 78, 2018, p.63-84.

6. <<https://www.almodon.com/>>.

gé d'Alep lors des rapprochements de HTC avec les communautés chrétiennes d'Idlib. Plus significatif encore, Nobl et Zahraa, deux villages chiites proches de la ville, et anciens bastions du Hezbollah, sont pris. La population qui avait fui à pied face à l'avancée des anciens djihadistes est interceptée au sud d'Alep par une unité d'HTC qui leur garantit un retour en sécurité, leur fournissant même des véhicules. Enfin, HTC libère une centaine de cadets alaouites de l'académie militaire, capturés dans les premiers jours de la bataille. Leurs retours sains et saufs dans les bastions alaouites du régime ne manquera pas de porter un coup à la propagande communautaire.

La troisième étape intervient au moment de la prise de la province de Hama, et constitue le véritable point de bascule. Les milices chrétiennes, alaouites et, dans une moindre mesure, ismaéliennes ont fui sans combattre, le plus souvent sous la pression de la population locale et des chefs communautaires qui avaient, depuis la bataille d'Alep, compris qu'HTC ne constituait finalement pas une menace, et dans certains cas avaient établi des contacts directs avec la rébellion. À l'ouest de Hama, c'est le clergé orthodoxe local qui convainc les milices communautaires et la quatrième division de se retirer, alors qu'à Salamieh HTC avait négocié la reddition pacifique de la ville avec le conseil ismaélien ainsi qu'avec l'Aga Khan, le principal dirigeant spirituel de la communauté.

La prise par HTC de Hama – et surtout de ses campagnes alaouites et chrétiennes – sans résistance ni exactions constitue un véritable tournant dans l'offensive. À partir de ce moment, il est clair que les jours du régime sont comptés. Contrairement à son prédécesseur, Jabhat al-Nosra, HTC a pris au sérieux les

crainces des minorités, a adopté un discours et une symbolique nationales et inclusives (au moins pendant la bataille) et a évité les exactions. Sans cela, il est fort possible que le régime aurait réussi à mobiliser ses forces pour une ultime défense, à fixer les fronts au nord de Hama, et aurait peut-être permis à l'aviation russe de se redéployer.

L'entrée coordonnée avec les chefs communautaires et l'absence d'exactions se sont doublées d'une action de rétablissement rapide de certains services publics dans les territoires nouvellement libérés, en se basant à la fois sur la réouverture de certaines administrations de l'État et le déploiement de l'appareil administratif du gouvernement du Salut d'Idlib.

Il apparaît donc évident que la transformation d'HTC et de sa stratégie politique, avant et pendant la bataille menant à la victoire de décembre 2024, a été plus déterminante que les aspects militaires. Mais, avec la prise de pouvoir, Ahmed al-Charaa et son organisation entrent dans une nouvelle phase. Il est trop tôt à ce stade pour prétendre comprendre la nature du nouveau pouvoir mis en place. Mais s'il est évident que le mouvement semble confirmer sa trajectoire d'éloignement de son passé djihadiste, il apparaît aussi clairement que ce recentrage politique se fait à travers la consolidation autoritaire d'un pouvoir dont le caractère transitoire risque de s'éterniser.

Félix Legrand
CAREP *

La partie suivante traitera de la situation actuelle en Syrie depuis décembre 2024 jusqu'à aujourd'hui.

*Centre arabe de recherches & d'études politiques, 12 rue Raymond Aron 75013 Paris, contact@carep-paris.org +33 (0)1 43 45 45 94. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position du CAREP Paris.

À Gaza, des manifestations pour des élections libres

Le 15 mars, à un millier de kilomètres de là, la Serbie voyait la plus grande manifestation de l'histoire du pays. «Une fois de plus, ce sont les étudiants qui ont remporté la palme en réunissant, avec le soutien des citoyens, toutes les conditions nécessaires à l'organisation de l'événement, qui s'est avéré un succès sur tous les plans», observe le site italien *DinamoPress*. Ce mouvement social sans précédent, porté par la jeunesse, s'indigne contre un pouvoir que, quelques mois plus tôt, *Jacobin* qualifiait de «vitrine du néolibéralisme autoritaire».

Dans un tout autre contexte, le 27 mars, le média israélo-palestinien +972 raconte: «Ces deux derniers jours, les Palestiniens de la bande de Gaza sont descendus dans la rue pour exiger la fin de l'attaque génocidaire d'Israël et de la domination du Hamas sur le territoire.» En plus de la dénonciation d'une guerre et d'un blocus extrêmement meurtriers menés par Israël – plus de 50.000 personnes ont été tuées au cours de l'année et demie écoulée, précise le site indépendant –, «les manifestants dirigent également leur colère contre le Hamas: ils demandent au groupe de faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin aux bombardements avant de se retirer pour permettre la tenue d'élections libres.» Il n'y a pas eu d'élections à Gaza depuis 2006, quand le Hamas les avait remportées.

Les dirigeants blâment tout sauf eux-mêmes

Les rues hongroises ont, elles aussi, vu la population se soulever contre des décisions de son dirigeant, Viktor Orbán. Le mouvement de contestation a pris forme après la décision du pouvoir d'interdire la marche des fiertés. Le 1^{er} avril, quatre des cinq ponts de Budapest ont été bloqués pour dénoncer la politique d'Orbán.

Des manifestations suivies de près par 444, dans un live mêlant photos, textes et vidéos sur le site du média indépendant. Minute par minute, on peut voir les personnes mobilisées occuper des ponts, des foules brandir les couleurs trans et hongroises, et où, en fin de soirée, des jeunes assis entourés d'un drapeau LGBTQI+ font face à des lignes de policiers.

En Serbie et en Hongrie, les dirigeants blâment tout le monde sauf eux-mêmes, souligne *Mother Jones*: «Viktor Orbán (Hongrie) et Aleksandar Vucic (Serbie), confrontés à des protestations liées à la situation économique et à la corruption, ont attribué leurs difficultés politiques à des conspirations étrangères. Ils ont imputé les mouvements qui menacent leur pouvoir aux bureaucrates de l'UE à Bruxelles, à George Soros, âgé de 94 ans, et – inspiré par les actions du président Donald Trump et d'Elon Musk – à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).» Mais la rue n'est pas dupe : ce sont bien ses dirigeants le problème, et leurs politiques de restrictions des libertés.

Emma Bougerol
Journaliste

*Article paru sur le site < basta.media >

INTERNATIONAL

De la Serbie à Gaza, la rue contre l'autoritarisme*

En Turquie, Serbie, Hongrie, à Gaza, des mouvements de contestation nous rappellent que la société civile n'est pas le reflet des aspirations de ses dirigeants autoritaires. Les médias indépendants internationaux nous parlent de ces soulèvements.

«Où est Pikachu?» se demande le média turc *Bianet*, dont l'illustration de l'article nous montre une mascotte du personnage de pop culture, de nuit, dans une rue enfumée, entourée de policiers, et où l'on devine d'autres manifestants derrière des camions de police. L'image réaliste a été générée par une intelligence artificielle mais fait écho à une véritable situation, filmée dans les rues lors d'une manifestation contre l'arrestation de la figure de l'opposition turque İmamoğlu.

«Pikachu a été expulsé ou est assigné à résidence. Les images vidéo n'étant pas diffusées par les médias grand public, nous

sommes dans l'incertitude», ironise la chronique, faisant référence à la vague de censures et d'arrestations de ces dernières semaines dans le pays, y compris de journalistes.

Si le pouvoir autoritaire d'Erdogan réagit aussi violemment au mouvement de contestation, c'est qu'il a peur, à l'approche des élections. «Je suis descendue dans la rue contre l'arrestation d'İmamoğlu [le 19 mars] mais aussi contre toutes les actions antidémocratiques du gouvernement depuis deux ans, les journalistes arrêtés, la mainmise sur les médias», témoigne İrem, une étudiante à Istanbul, pour *Basta!*.



Les décombres de Kfar Kila et le mur de séparation à la frontière israélo-libanaise, le 26 mars 2025. Philippe Pernot / Reporterre

SUD LIBAN/ENVIRONNEMENT

Kfar Kila, reportage*

Les villages libanais à la frontière avec Israël ont été saccagés par des mois de guerre. Alors qu’habitant·es et agriculteur/trices tentent de retourner chez eux, iels font face aux agressions de l’armée israélienne.

Des maisons éventrées ou calcinées, des arbres déracinés à perte de vue: nous ne sommes pas à Gaza, mais à Kfar Kila, un village libanais dévasté par l’armée israélienne lors de la guerre qui oppose Israël à Hezbollah depuis le 8 octobre 2023. Côté libanais, il ne reste que des débris: selon le maire Hassan Chit, rencontré par *Reporterre* au milieu des décombres, absolument tous les bâtiments de la ville ont été détruits ou endommagés.

Les vergers colorés, la ferme de vers de terre et les oliviers d’un jeune agriculteur bio, Hadi Awada, ont disparu. «*Ils ont démoli nos terres agricoles et notre maison familiale avec des bulldozers*, explique-t-il au téléphone à *Reporterre*. *Les arbres ont été soit déracinés, soit incendiés par du phosphore blanc.*»

Hadi aimerait retourner sur ses terres. Bien que l’accord de cessez-le-feu du 27 novembre 2024 entre Israël et le Hezbollah devrait lui permettre de le faire, il vit actuellement chez des amis dans des villes aux alentours. Lors de sa tentative de retour, des soldats israéliens ont tiré dans la foule, tuant quatre personnes, dont une femme et un enfant.

Le retrait de l’armée israélienne s’est fait mi-février, mais il n’a pas pu rebâtir sa vie: «*Ils veulent nous interdire de revenir: je n’ai dormi qu’une nuit là-bas, dans ma tente. Depuis, je ressens une grande tristesse et suis*

fatigué de cette situation. C’est dur, nous sommes livrés à nous-mêmes et à tout instant, ils peuvent nous tirer dessus.»

Rompre le lien des habitant·es à leur environnement

La vie des 3000 habitant·es de Kfar Kila, dont une poignée seulement est de retour dans le village, dépend ainsi de la volonté de l’armée israélienne. Cette dernière a violé le cessez-le-feu plus de 1500 fois selon les autorités libanaises, bombardant des cibles du Hezbollah, mais aussi des civils au Sud-Liban et à Beyrouth, faisant 130 morts.

Elle occupe encore cinq positions libanaises le long de la frontière et fait feu sur les habitant·es qui s’approcheraient trop près. *Reporterre* n’a pas pu visiter les terrains de Hadi sans prendre le risque d’essuyer des tirs.

Kfar Kila et d’autres villages frontaliers libanais ont été réduits à une zone tampon, une *terra devastata*, selon le chercheur Rami Zurayk. «*À Gaza, comme ici, Israël détruit les paysages pérennes et l’agriculture pour rompre le lien des habitant·es à leur environnement. Car au Sud-Liban, comme historiquement en France d’ailleurs, c’est le maquis méditerranéen qui façonne la résistance*», dit-il au téléphone.

À Kfar Kila, *Reporterre* a pu vérifier des pulvérisations de pesticides par avions de chasse, des oliviers déracinés par des bulldozers et des presses à huile calcinées. Des cibles qui sont loin de constituer un objectif militaire, et qui indiquent une volonté de nuire à l’environnement et à la subsistance. Ce que des chercheur·euses et activistes ont dénoncé comme un crime d’écocide.

«*Les habitant·es du Sud-Liban sont déterminé·es à rentrer chez eux, ils vont mettre le plan israélien en échec avec leur volonté acharnée de se réimplanter. Les bombardements israéliens montrent que cela crée une pression, un bras de fer*», avance le chercheur.

Le gouvernement libanais, des ONG et le Hezbollah tentent d’apporter une aide. Le ministre de l’Agriculture libanais, Nizar Hani, indique que des aides financières sont distribuées aux agriculteur·trices, et qu’un logiciel est utilisé pour enregistrer les pertes et évaluer les dégâts.

Pour décontaminer les terres et relancer l’agriculture, des projets de bioremédiation et d’agriculture régénérative sont aussi en cours. «*La situation est encore trop dangereuse à la frontière, nous cherchons donc des terrains ailleurs*», dit Rita Khawand, fondatrice de l’association *Soils* et membre de la *Bioremediation Coalition* qui s’est lancée au Liban.

C’est aussi le cas de Hadi Awada, qui cherche à s’implanter loin du front. Cette résistance douce, enracinée dans la terre et le vivant, s’organise lentement, face à la violence et à l’arbitraire.

Philippe Pernot

*Cet article a été publié dans la revue *Reporterre*. *Reporterre*, le média de l’écologie est un média indépendant à but non lucratif, en accès libre, sans pub, financé par les dons de ses lecteurs et lectrices. <<https://reporterre.net>>

Dans l'étau d'une sombre autocratie

L'arrestation du maire d'Istanbul İmamoğlu le 19 mars dernier a déclenché en Turquie un mouvement de protestation inattendu, aussi énorme que spontané, qui a ébranlé le pays jusque dans ses fondements. Depuis, des millions de personnes manifestent contre le gouvernement. Dans les rues de Turquie, la lutte pour le pouvoir entre démocratie et dictature se déroule sans relâche – indéfinie jusqu'à ce jour.

Le président du parti du Mouvement nationaliste (MHP), Devlet Bahçeli, a récemment insisté pour que le procès du maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu se termine rapidement: «Si le suspect est innocent, il doit être acquitté. S'il est coupable, la peine doit être prononcée immédiatement et en accord avec la conscience publique», a-t-il déclaré lundi 7 avril. L'homme politique d'extrême droite, un des plus proches alliés du président turc Recep Tayyip Erdoğan, semblait soudain sérieusement préoccupé. Les manifestations de rue qui ont déclenché l'arrestation du maire d'Istanbul se sont certes quelque peu calmées. Mais elles n'ont pas cessé pour autant. Bahçeli a accusé le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), de vouloir plonger la Turquie dans le chaos et la discorde.

«Regardez cette mer de gens! Regardez les deux millions de personnes rassemblées ici!». Özgür Özel, président du CHP, le plus grand parti d'opposition turc, regardait depuis la tribune des orateurs la foule qui s'était rassemblée sur un immense terrain donnant directement sur la mer de Marmara. «Nous ne nous laisserons pas intimider!», a-t-il lancé, euphorique. Il a annoncé des actions de protestation régulières – «chaque samedi dans une ville turque» – jusqu'à ce que le maire emprisonné Ekrem İmamoğlu soit libéré et que le gouvernement d'Ankara convoque des élections anticipées. Sans

protestations, le pays risque de voir abolir immédiatement la démocratie, a averti Özel.

Messages de la prison

«Nous ne nous laisserons pas intimider!», ont répondu en chœur les participant·es. Leurs slogans ont résonné dans les rues de Maltepe, située sur la rive asiatique opposée à la métropole d'Istanbul et traditionnellement un bastion du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir. Les manifestant·es réclamaient à grands cris «Droit, loi, justice!» et le cri «Pas de salut seul – soit tous ensemble, soit aucun d'entre nous!» – librement inspiré de Bertolt Brecht, revenait sans cesse.

Un jour avant la manifestation de Maltepe, Ekrem İmamoğlu a pu s'exprimer sur les événements dans une tribune publiée par le *New York Times*: Recep Tayyip Erdoğan a compris «qu'il ne peut pas me battre dans les urnes», écrit-il. Les autorités n'ont aucune preuve crédible des accusations portées contre lui et son équipe – corruption, gestion d'un réseau criminel et soutien au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) illégal. Tout comme le président du CHP à Maltepe, Ekrem İmamoğlu a averti que la Turquie n'était pas seulement menacée par une «lente érosion de la démocratie», mais aussi par «la destruction délibérée des fondements institutionnels de notre République». De toute façon, la «république de M. Erdoğan s'est transformée en une république de la peur», selon Ekrem İmamoğlu.

Evolution du CHP

Le Parti républicain du peuple (CHP) est le parti du fondateur de la République, Kemal Atatürk. Fondé en 1923, il avait pour objectif de déclencher une révolution culturelle en s'appuyant sur six principes de base. Les deux plus importants étaient la laïcité et le nationalisme. La laïcité, expliquée simplement, signifiait que les valeurs et la culture islamiques étaient mal vues dans le nouvel État – car Atatürk voulait un «État occidental» moderne. Le nationalisme se référait en premier lieu à la minorité kurde: selon la doctrine kémaliste, il n'y avait pas de Kurdes en Turquie; iels ont été rebaptisés sans hésiter «Turc/ques des montagnes».

Pour protester contre les principes kémalistes grotesques imposés d'en haut, des révoltes de musulman·es croyant·es ou de Kurdes ont régulièrement éclaté. A trois reprises, les généraux turcs ont fait un coup d'État, dissolvant le parlement

et les partis, torturant d'innombrables citoyens dans les prisons – toujours au nom du sauvetage de la république kémaliste. Le CHP, qui se considérait comme le gardien des principes kémalistes à l'instar des généraux, acceptait à chaque fois de suspendre la démocratie. Au tournant du millénaire, il était devenu un petit parti divisé à l'extrême ouest de la Turquie.

C'est justement Ekrem İmamoğlu qui a contribué à changer le visage du CHP. En tant que membre principal du CHP, il s'adresse à la partie de la population turque qui s'oriente vers des principes et des styles de vie occidentaux. Il s'agit notamment de la population plus large des centres urbains, des étudiant·es et des intellectuel·les. Comme il est lui-même issu de milieux conservateurs – son nom se traduit par «fils de l'imam» – il ne craint pas d'entrer en contact avec les masses croyantes et jouit d'une grande confiance parmi elles. Lors des élections municipales de 2019, il a en outre formé une alliance électorale avec le seul parti pro-kurde et a pu gagner trois fois les élections à Istanbul contre le parti d'Erdoğan.

Les derniers sondages prévoient la victoire d'İmamoğlu contre Erdoğan lors des élections présidentielles de 2028.

Une société peut-elle s'habituer à des descentes de police arbitraires et à des arrestations à l'aube? Après le putsch déjoué de 2016, qu'Erdoğan avait attribué à son rival de l'époque, Fethullah Gülen, la Turquie a été transformée en un État policier: près de 45.000 partisan·es présumé·es de Gülen ont été arrêté·es, parfois sans raison, leur appartement pris d'assaut à l'aube par des policiers anti-émeute et leurs biens confisqués. Pour leurs familles, ces rafles ont été synonymes d'années d'humiliation, de régression sociale et de peur. Mais leur sort n'a touché que peu de gens – le grand public ne s'y est guère intéressé. Il s'en est suivi des rafles à l'aube contre des politicien·nes et des maires kurdes, qui ont tout au plus suscité des protestations dans le sud-est du pays. Même la privation de droits de certains dissident·es, professeur·es et les avocat·es par exemple, n'a fait l'objet, dans le meilleur des cas, que d'un petit article dans les médias d'opposition.

Le 19 mars 2025, peu avant sept heures du matin, une centaine de policiers ont encerclé la résidence du maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, et l'ont emmené comme un vulgaire criminel, devant ses enfants. C'est l'étincelle qui a mis le feu aux poudres dans les grandes villes.

Selon le ministre turc de l'Intérieur Ali Yerlikaya, la police a arrêté plus de 2000 personnes au cours des dix derniers jours de protestation [fin mars/début avril, ndlr], dans la rue ou après des descentes à leur domicile. Parmi elles, l'avocat d'İmamoğlu, Mehmet Pehlivan, des photoreporters et des journalistes qui faisaient leur travail sur place et, bien sûr, des manifestant·es: «Susma, sustukça sıra sana gelecek», «Ne te tais pas, car si tu te tais, tu seras le prochain», criaient les protestataires, qui cachaient généralement leurs visages juvéniles derrière un masque.

La direction du CHP menacée de sanctions

Dans les jours difficiles des manifestations de masse, le président du CHP Özgür Özel s'est révélé être une figure forte au sein de



İsmet Doğan, Broken chair, Lack series, 2012



İsmet Doğan, *The clock*, Lack series, 2012

son parti. Malgré la forte pression exercée par les autorités, il a réussi à le maintenir uni et, en outre, à mobiliser et à entraîner les masses par sa rhétorique virulente contre le gouvernement. Il a promis de contraindre le gouvernement, par des actions quotidiennes, à libérer İmamoğlu et à convoquer des élections anticipées. Le premier rassemblement a eu lieu à Samsun, la ville où le fondateur de la Turquie moderne, Mustafa Kemal Atatürk, avait lancé la guerre d'indépendance contre les forces alliées en 1919. «*Ceux qui sont arrivés au pouvoir par les élections ne veulent pas quitter le pouvoir par les urnes – cela s'appelle un coup d'État*», a déclaré Özgür Özel devant des dizaines de milliers de personnes. Il a ajouté que la pétition lancée la semaine précédente pour demander la libération d'İmamoğlu avait recueilli près de 10 millions de signatures.

En tant qu'homme fort compétent du CHP, Özgür Özel se retrouve cependant lui-même dans la ligne de mire du gouvernement. Les organes de presse proches du gouvernement parlent depuis peu d'une vaste enquête contre Özel. Il est reproché aux délégués d'avoir reçu des pots-de-vin lors du dernier congrès du parti afin qu'ils votent pour Özel. Des rumeurs circulent à présent selon lesquelles l'immunité de plusieurs députés du CHP pourrait être levée dans le cadre de cette affaire. Si ces rumeurs s'avèrent exactes, Özel pourrait lui aussi se retrouver derrière les barreaux et le CHP sans direction.

Evolution de l'AKP

C'est la promesse de plus de démocratie et de plus de droits pour tou·tes qui avait propulsé le parti islamiste AKP au centre de l'actualité

politique turque en 2002. Les jeunes politiciens Erdoğan et son vice-président Abdullah Gül étaient alors devenus le moteur d'un processus de démocratisation époustouflant; la peine de mort avait été abolie en très peu de temps, de nombreux articles muselant la presse supprimés de la loi sur la presse et le militaire a été soumis au contrôle de la politique. Erdoğan et Gül voulaient encore prouver au monde que la démocratie et l'Islam étaient parfaitement compatibles.

Mais dès 2017, la Turquie d'Erdoğan n'était plus une démocratie: l'État de droit avait été vidé de sa substance, la justice subjuguée et les médias mis au pas. Des observateurs tel que le célèbre journaliste turc en exil Yavuz Baydar sont convaincus qu'en emprisonnant İmamoğlu, Erdoğan a rapproché la Turquie des autocraties d'Asie centrale: comme en Azerbaïdjan, où l'opposition n'existe que sur le papier, voire pas du tout, «*Erdoğan veut briser la colonne vertébrale de l'opposition politique turque et s'assurer une présidence à vie*», déclare Yavuz Baydar.

Comment continuer?

Le fait est que les protestations massives contre la détention d'İmamoğlu ont pris par surprise l'équipe au pouvoir autour d'Erdoğan. Cela a conduit à une impasse provisoire dans ce premier round de la lutte pour le pouvoir entre démocratie et autocratie.

En politique intérieure, seul le mouvement national kurde pourrait jouer le rôle de *game-changer*. Les membres du parti pro-kurde DEM sont déjà prêt·es à des protestations de longue durée en raison de la répression qui dure depuis des décennies. Mais le DEM, troisième parti du pays, cache encore ses cartes à cet égard.

Le mouvement démocratique turc aurait besoin du soutien de ses partenaires en politique étrangère. «*Il ne fait aucun doute que les récents développements – la guerre de la Russie en Ukraine, la chute du régime d'Assad en Syrie voisine et les destructions dans la bande de Gaza – ont accru l'importance stratégique de la Turquie, surtout si l'on considère qu'elle peut contribuer à la sécurité européenne*», écrit Ekrem İmamoğlu dans sa tribune pour le *New York Times*. «*La géopolitique ne devrait toutefois pas nous amener à négliger l'érosion des valeurs, notamment les violations des droits humains. Dans le cas contraire, nous risquons de légitimer celles et ceux qui démantèlent petit à petit l'ordre mondial basé sur des règles. La survie de la démocratie en Turquie est cruciale, non seulement pour les habitant·es*

de ce pays, mais aussi pour l'avenir de la démocratie dans le monde».

Ekrem İmamoğlu a raison. Il est effectivement dans l'intérêt de l'UE de ne pas fermer les yeux sur ce qui se passe actuellement dans les rues de Turquie. Étant donné qu'après la victoire électorale de Donald Trump, l'UE se considère comme l'un des derniers bastions de la démocratie libérale, elle ne doit surtout pas accepter de faire des concessions sur les règles de la démocratie. Sinon, elle risque de s'accommoder, en marge de l'Europe, d'un autocrate qui sera encore plus puissant et plus imprévisible pour son peuple et pour l'UE.

Amalia van Gent*

*Amalia van Gent est journaliste et autrice. Elle est spécialisée dans la Turquie et les pays du Caucase. Elle est en outre une excellente connaisseuse de la situation du peuple kurde au Moyen-Orient. Cet article a été publié dans une première version le 02/04/2025 dans *Infosperber* et mis à jour par l'autrice pour l'Archipel.

HAUT-PARLEUR

Interpol a rejeté la demande de notice rouge visant Pinar Selek

La dernière audience dans l'affaire fabriquée de toutes pièces depuis 26 ans contre la sociologue, écrivaine, universitaire et militante féministe Pinar Selek, en lien avec l'explosion du Marché Égyptien, s'est tenue le vendredi 25 avril devant la 15e Cour d'assises d'Istanbul, après quatre acquittements déjà prononcés.

Comme on s'en souviendra, lors de l'audience précédente du 7 février, face à un nouveau panel de juges, le tribunal avait décidé de maintenir le mandat d'arrêt contre Pinar Selek, d'attendre le résultat de la demande de notice rouge, et de solliciter le ministère de la Justice pour obtenir des informations concernant les commissions rogatoires.

Lors de l'audience la plus récente, le 25 avril, il a été constaté qu'un courrier officiel indiquant qu'Interpol avait jugé inappropriée la demande de notice rouge à l'encontre de Pinar Selek avait été ajouté au dossier. Cependant, malgré cette correspondance officielle, le tribunal a réitéré sa décision provisoire précédente, ordonnant de continuer à attendre le résultat de la demande de notice rouge. Il a également décidé de maintenir le mandat d'arrêt contre Selek et de renouveler la demande d'informations auprès du ministère de la Justice concernant les commissions rogatoires. Le procès a été reporté au 21 octobre 2025 à 10h45.

Comme toujours, une large délégation internationale — composée de député·es, d'adjoint·es au maire, d'avocat·es, d'universitaires et d'activistes — ainsi que les consuls adjoints de France et de Suisse, les députées Türkan Elçi, Özgül Saki et Filiz Kerestecioğlu, et des représentant·es d'organisations de la société civile étaient présent·es à l'audience. Une fois de plus, nous avons été témoins de la force qui naît de la solidarité et de la légitimité.

Nous appelons toutes celles et ceux qui réclament des droits, la loi et la justice à soutenir l'acquiescement définitif de Pinar Selek.

Plateforme "Nous sommes tous témoins"

Que se passe-t-il?

Le 1er novembre 2024, à 11h52, l'auvent en béton de la gare de Novi Sad, qui venait d'être rénovée, s'est effondré, tuant 14 personnes (la plus jeune victime était une fillette de six ans) et en blessant gravement trois autres, dont deux ont succombé plus tard: une jeune fille de 24 ans et un jeune homme de 19 ans. Alors que le gouvernement a dépensé 65 millions d'euros de l'argent des contribuables pour la rénovation, cette tragédie est devenue le symbole d'années de négligence et de corruption.

Un an et demi plus tôt, les citoyen·nes de Serbie avaient été profondément ébranlé·es par deux tragédies. Le 3 mai 2023, un garçon de 13 ans tuait neuf élèves et un agent de sécurité lors d'une fusillade dans une école de Belgrade, et dans la nuit du 3 au 4 mai, un jeune homme de 21 ans tuait neuf personnes et en blessait treize. Les citoyen·nes choqué·es étaient descendu·es dans la rue et l'opposition avait formé une coalition «Serbie contre la violence» et organisé des manifestations. Mais lorsque le gouvernement a annoncé la tenue d'élections législatives, la coalition s'est effondrée. Certains partis ont participé aux élections du 17 décembre 2023, tandis que d'autres ont appelé au boycott, affirmant que le parti au pouvoir et son fidèle partenaire de coalition (fondé et dirigé par Slobodan Milošević) voleront les élections tant que des conditions équitables ne seront pas garanties.

La coalition au pouvoir, le Parti progressiste serbe (SNS), a remporté une victoire convaincante, et les électeur/trices de l'opposition en pleine confusion (voter ou ne pas voter?) en sont resté·es aigri·es.

Le gouvernement ne pouvait pas être blâmé directement pour les tragédies de mai, mais il y a eu de nombreux débats publics sur le type de société dans lequel nous vivons. La chute de l'auvent a été une autre affaire. Elle a renforcé la conscience déjà existante que la corruption règne dans l'ensemble de la société, et en particulier dans le secteur du bâtiment.

Que veulent les étudiant·es?

La faculté d'art dramatique a été la première à organiser un blocus, bientôt suivie par la majorité des autres facultés (75 % des facultés de Serbie sont désormais entièrement contrôlées par les étudiant·es), les lycées et même les écoles primaires, avec le soutien de leurs professeur·es, des parents et d'autres citoyen·nes. En décembre, les étudiant·es uni·es annonçaient leurs quatre demandes, la plus importante étant la première:

- la publication de tous les documents relatifs à l'accident mortel et la poursuite et la sanction des responsables;
- l'identification et la poursuite des individus qui ont attaqué et blessé des étudiant·es et des citoyen·nes participant pacifiquement à des manifestations;
- l'abandon immédiat des charges retenues contre les étudiant·es arrêté·es lors des manifestations;
- l'augmentation du budget gouvernemental alloué à l'enseignement supérieur.

Bien que ces demandes semblent minimales par rapport à l'ampleur des manifestations,

le gouvernement ne pouvait les satisfaire, du moins la première, sans révéler ses bases corrompues. Certains documents ont été rendus publics, mais pas les plus importants.

Une autre concession timide du gouvernement sous pression a été la démission du premier ministre à la fin du mois de janvier 2025, ce qui a entraîné la chute du gouvernement.

La structure de la protestation étudiante est horizontale (pas de hiérarchie, pas de leaders). La méthode d'organisation et de prise de décision est la démocratie directe. Toutes les décisions sont prises par les assemblées générales qui communiquent entre elles via les réseaux sociaux et annoncent leurs décisions au public sur le site des étudiant·es et dans des médias indépendants.

Les citoyen·nes de Serbie ont massivement répondu à l'appel des étudiant·es à bloquer les rues tous les jours et à rendre hommage aux victimes de l'accident de Novi Sad en observant 15 minutes de silence – une minute pour chaque victime (des minutes ont été ajoutées pour la 16^e victime de Novi Sad et pour les victimes de l'incendie en Macédoine du Nord). Des manifestations ont été organisées dans de nombreuses villes et villages de Serbie. Les citoyen·nes ont été plus explicites dans l'expression de leur volonté: la fin du règne de 13 ans du parti progressiste serbe (SNS) au pouvoir et de

son chef officieux, mais absolu, le président Aleksandar Vučić.¹ Les étudiant·es, cependant, se sont tenu·es à l'écart de tous les partis et de la politique, au sens étroit du terme.

Marches

Fin janvier, des étudiant·es de toute la Serbie ont commencé à marcher à travers le pays afin de participer à des manifestations locales, de rencontrer autant de personnes que possible et de «répandre l'amour» sur leur chemin.

Les étudiant·es des universités et des lycées se sont rendus à pied de Belgrade à Novi Sad (95 kilomètres), puis de Novi Sad et Belgrade à Kragujevac (239 km et 139 km respectivement), et de Novi Sad et Belgrade à Niš (328 km et 240 km respectivement). Des colonnes apparemment interminables de jeunes gens portant des drapeaux et des banderoles sont devenues une réalité quotidienne. Les habitant·es les accueillent avec ferveur, même les plus pauvres leur offrant du pain, des fruits et un soutien inconditionnel. Lors des pauses plus longues, les médecins locaux et les étudiant·es en médecine leur soignaient les pieds. Les étudiant·es les ont remerciés en leur disant que le soutien de la population leur donnait la force d'endurer et en nettoyant méticuleusement tous les endroits où se déroulaient les manifestations.

Le 15 mars, des étudiant·es de toute la Serbie sont venu·es à pied à Belgrade pour participer à une manifestation massive. Iels ont été suivi·es par de nombreux citoyen·nes venu·es principalement en voiture (les transports publics étaient suspendus ce jour-là). Plus de 300.000 personnes se sont rassemblées dans les rues entourant le Parlement. Hormis le bruit, la manifestation s'est déroulée dans le calme. À 19h15, les quinze minutes de silence pour les victimes ont commencé, mais ont été interrompues,



ABVH, 2015

douze minutes plus tard, par un événement qui a semé la panique. Des milliers de citoyen·nes ont décrit ce qu'ils avaient ressenti à ce moment-là et les conséquences pour leur santé (lésions auditives, dysfonctionnement des stimulateurs cardiaques, traumatisme psychologique). Des experts militaires ont affirmé qu'il s'agissait d'une arme sonore et les étudiant·es ont ajouté une cinquième demande: enquêter sur l'événement et poursuivre les responsables.

Le résultat de la marche: selon un récent sondage, 80 % des citoyen·nes soutiennent les protestations des étudiant·es. Les marches se poursuivent à une échelle un peu plus réduite.

Mensonges, insultes, répression et imitation

Le président a déclaré que les armes soniques n'étaient pas légales en Serbie et que ni la police ni l'armée n'en possédaient. Lorsque l'opposition a publié les preuves du contraire, le ministre de la Police a admis avoir acheté plusieurs armes de ce type, «*mais nous ne les avons même pas déballées*». Nouvelles preuves et nouvelle déclaration officielle: «*Oui, les engins étaient dans la rue le 15, mais nous ne les avons pas utilisés*». Conclusion: soit il s'agissait d'une hystérie collective de milliers de personnes, soit leur comportement avait été «chorégraphié» par les organisateur/trices de la manifestation!

Il y a eu beaucoup d'autres mensonges importants. (Par exemple, après la chute de l'auvent, le président a prétendu que c'était la seule partie de la gare qui n'avait pas été rénovée).

Le président a insisté pour qualifier la manifestation de «révolution de couleur»², payée et organisée de l'étranger, mais il n'a jamais révélé par qui. De toute évidence, ce n'est pas l'UE, qui soutient plutôt officiellement le président actuel (qui a promis de fournir du lithium et une solution pour le Kosovo), ni la Chine, la Russie ou les États-Unis, qui sont des ami·es des autorités serbes.

Dès la première phase de la protestation, le gouvernement a commencé à identifier des cibles dans les médias qui lui sont fidèles. Lors des premiers blocages de la circulation, plusieurs voitures ont foncé dans la foule. À Novi Sad, plusieurs étudiant·es ont été battu·es. Une jeune femme a eu la mâchoire brisée et quatre dents arrachées (par des membres du SNS et des sympathisants). Récemment, le doyen de la faculté de philosophie de Niš a été poignardé à la main. Des journalistes des médias d'opposition ont été agressé·es verbalement et physiquement à plusieurs reprises. Il serait difficile d'énumérer toutes les personnes qui ont été détenues ou invitées à un «entretien d'information».

Les autorités tentent de copier chaque mouvement étudiant. Avant le 15 mars, elles ont organisé le campement des «*étudiant·es qui veulent apprendre*» dans le parc situé en face du parlement. Parmi elleux, des citoyen·nes ont reconnu plusieurs participant·es à des émissions de télé-réalité, un acteur pornographique et des membres des Bérêts rouges, l'unité spéciale qui avait organisé et exécuté l'assassinat du premier ministre Zoran Đinđić en 2003. Il y avait peu de véritables d'étudiant·s. Les étudiants protestataires ont répondu à toutes les tenta-



DRAN par ABVH, 2015

tives d'imitation en affirmant: «*Ce qui nous désole, ce n'est pas qu'ils volent nos idées, mais qu'ils n'aient pas les leurs*».

La fin?

«*C'est fini quand nous disons que c'est fini*», répètent les étudiant·es en réponse au président, qui ne cesse d'indiquer la date, chaque fois différente, à laquelle le mouvement de protestation prendra fin.

Après cinq mois, personne ne semble vraiment savoir comment ni quand cela se terminera vraiment. Une chose est sûre: les citoyen·nes sont épuisé·es, physiquement et financièrement. Les enseignant·es, un segment important de la population, ont reçu une insulte au lieu d'un salaire – de deux euros à cent euros – pendant plusieurs mois. Les professeurs d'université sont dans une situation un peu plus favorable, iels n'ont été privé·es de salaire que depuis le mois de mars. Le président leur avait promis des pommes de terre, mais n'a pas tenu parole.

Les parents d'enfants scolarisés portent également un lourd fardeau. La majorité travaille (beaucoup dans l'éducation). Lorsqu'ils rentrent du travail, iels sortent dans la rue (blocus, assemblée, réunion à l'école de leur enfant). En outre, iels reçoivent chaque jour des centaines de messages sur leur téléphone de la part de l'école et d'autres parents, et iels ne peuvent pas les ignorer.

Et qu'en est-il des étudiant·es? Sont-iels fatigué·es? Certain·es ont participé à toutes les grandes «marches». Celles et ceux qui approchent maintenant de Strasbourg à vélo (iels ont commencé le voyage de 1400 km depuis Novi Sad le 3 avril) ont également marqué la Serbie de leurs pieds pendant plusieurs mois. Mais lorsqu'on leur demandait s'ils étaient fatigué·es, iels répondaient toujours par un chant collectif: «*Personne n'est fatigué! Nous ne connaissons pas la fatigue!*»

Les partis et mouvements d'opposition, les analystes politiques et les journalistes demandent aux étudiant·es, en tant que force la plus puissante de la société en ce moment, de cesser d'être puristes, c'est-à-dire de cesser de prendre leurs distances avec les partis d'opposition et la politique au sens strict et de dire ce qu'ils veulent: un gouvernement de transition, la fondation d'un mouvement étudiant ou une autre solution à la crise? Les étudiant·es continuent de répéter qu'ils veulent seulement que leurs exigences soient satisfaites.

Nous en saurons peut-être plus aujourd'hui, lorsque quatre-vingts d'entre elles et eux arriveront à la destination de leur «tour de Strasbourg» à vélo, organisé dans le but d'informer l'institution de l'UE de leurs exigences et de leur situation en Serbie³.

En attendant, terminons sur un ton plus détendu, mais pas plus optimiste. En décembre 2024, les étudiant·es de la FDU résumaient ainsi les résultats de leurs manifestations:

- étudiant·es fraîchement amoureux: beaucoup
- manifestations organisées: beaucoup
- notre chat de la faculté: a pris du poids
- exigences remplies: zéro
- invitations dans les médias publics: zéro

Slavica Miletic
traductrice littéraire, Belgrade*

*Slavica, avec qui nous sommes amis depuis de nombreuses décennies et avec laquelle nous travaillons régulièrement, a écrit cet article le 18 avril pour Archipel.

1. Ancien membre du parti radical, dont le président et ami est Vojislav Šešelj, qui a purgé sa peine devant la Cour pénale internationale à La Haye. Ancien ministre du gouvernement de Slobodan Milošević.
2. Série de soulèvements populaires ayant eu lieu en Europe de l'Est et en Asie centrale entre 2000 et 2012.
3. Les député·es européen·nes ont promis aux étudiant·es qu'ils transmettraient leur message au Parlement européen – mais aussi qu'ils ne devraient pas avoir d'attentes trop élevées...

Atelier sur la santé mentale en Transcarpatie

Du 1^{er} au 7 avril 2025, pour la deuxième fois en deux ans, nous avons organisé une semaine de séminaires et d'ateliers à l'auberge de Nijné Sélichtché en Transcarpatie, sur le thème de la santé mentale, avec deux formatrices de Suisse et de France.

La Transcarpatie est une région peu touchée par les bombardements mais malgré cela, l'impact de la guerre est très présent après trois ans de conflit. Il y règne un climat d'inquiétude, une certaine résignation quant à l'issue du conflit et peu de possibilités d'imaginer ce que l'avenir réserve. Les mots manquent pour l'exprimer. Tout cela est caractéristique d'une «traumatisation collective», d'un état de stress durable provoqué par le fait d'avoir été témoin de destructions, de savoir des proches en danger et de ne pas pouvoir agir sur la situation. Les guerres durent et quelle que soit leur issue, elles laissent des traces profondes qu'il s'agira de prendre en compte lors de la phase de reconstruction que nous appelons de tous nos vœux. Si le risque d'un nouvel afflux de réfugiés dans les prochains mois semble difficile à évaluer, il doit néanmoins être pris en compte.

Si les professionnels sur place ont pu bénéficier de formations diverses sur le traitement de l'impact traumatique d'un événement violent, les formations sur les prises en compte à long terme des séquelles d'une situation de stress, de l'exposition répétée à des dangers vitaux sur soi ou ses proches, de l'adaptation des modes d'intervention pour des situations où des communautés entières sont touchées, restent à développer. Il ne s'agit pas là de traitements individuels mais de possibilités de soutien offert collectivement pour intégrer les événements et se reconstruire, ainsi que des actions sur le plan communautaire.

Le séminaire

Les formatrices étaient Frédérique Drogoul, psychiatre à Paris, qui a longtemps travaillé pour Médecins sans frontières dans des zones de guerre (par exemple en Tchétchénie) ainsi que dans des situations de crise, et Marulla Hauswirth, psychologue à Lausanne, qui a une longue expérience professionnelle en Suisse dans le travail avec des réfugiés qui ont subi de graves traumatismes pendant des conflits armés (notamment en Bosnie et au Kosovo). Notre objectif global était d'offrir un espace de réflexion, de formation et de

récupération aux différents groupes professionnels en contact avec des personnes touchées par la guerre actuelle en Ukraine.

En fonction des besoins de chaque groupe et afin de prévenir le *burnout*, Frédérique et Marulla ont proposé des bases théoriques, des approches sur le terrain et des techniques de récupération inspirées de leur propre expérience.

Sachant que les équipes sur place ont une grande expérience du terrain et ont déjà suivi différentes formations sur les trauma-

tismes, l'objectif était de consolider la mise en œuvre de ces connaissances, souvent acquises dans d'autres contextes, dans la situation spécifique de l'Ukraine, l'intégration de pratiques spécifiques et de travailler sur les risques d'épuisement professionnel.

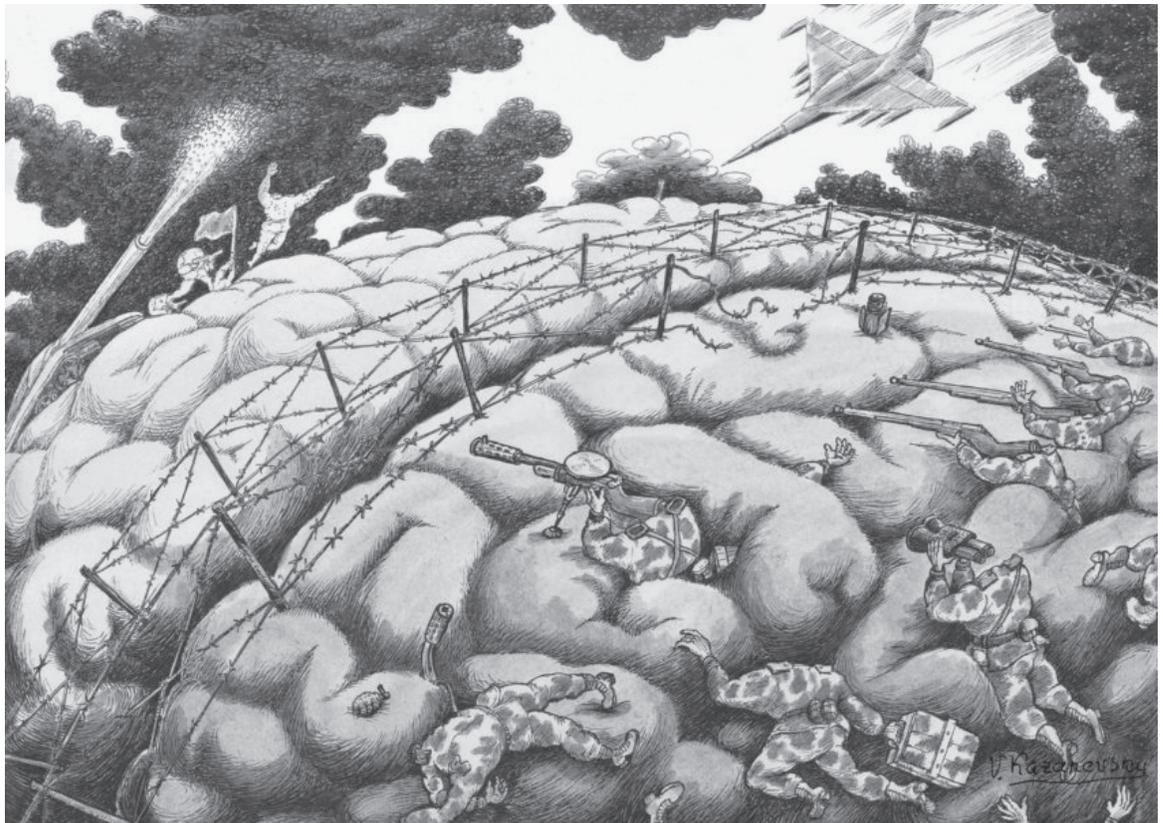
Le séminaire s'est déroulé en quatre parties:

1. rencontre avec les personnes travaillant dans les «camps artistiques».
2. rencontre avec les personnes dans le village: hébergement, accueil des exilés
3. formation de psychologues et de thérapeutes s'occupant des personnes déplacées et/ou directement touchés par la guerre
4. formation de psychiatres.

Nous pouvons dire que le séminaire a été très bien accueilli et que la plupart des participant·es souhaitent poursuivre la formation. Nous avons donc l'intention d'organiser un troisième séminaire à la fin de cette année.

Vous trouverez sur le site du FCE le compte rendu détaillé de ce séminaire, accompagné de photos.

Julia Poppei et Paul Braun
membres du FCE Suisse



Vladimir Kazanevsky, *Cartooning for peace*, 2024

Un des nombreux témoignages

«Je tiens à vous remercier très chaleureusement pour cette incroyable formation continue pour psychologues qui n'a pas seulement été pour moi un enrichissement professionnel, mais aussi une source de chaleur, d'inspiration et de ressourcement.

Je remercie tout particulièrement Marulla et Frédérique pour leur sensibilité, leur sincérité et leur professionnalisme. Vous avez réussi, avec beaucoup de sensibilité et de précision, à mettre en lumière les sujets douloureux avec lesquels nous travaillons au quotidien, tout en créant un espace où il était facile de respirer, d'échanger et d'entrer en contact avec nous-mêmes et nos collègues. C'est très précieux.»

Irina M.

Qui aide qui?

La Suisse aide l'Ukraine: le Conseil fédéral a prévu 1,5 milliard de francs d'aide à la reconstruction jusqu'en 2028. Sur cette somme, 500 millions seront prélevés sur le budget de la coopération au développement et acheminés par le seul biais de l'économie suisse.¹ Ce que le Conseil fédéral vend comme une «situation gagnant-gagnant» est vu d'un œil très critique par les initiatives de la société civile ukrainienne et les œuvres d'entraide suisses.

Alliance Sud, le centre de compétence pour la coopération internationale et la politique de développement lié aux œuvres d'entraide suisses, déclarait à ce sujet le 20 mars dernier: «*La Suisse revient ainsi à la stratégie désormais décriée de l'aide liée (tied aid), ce qui signifie que les fonds de développement sont liés à la condition d'acquisition de biens et de services auprès des pays donateurs. Cette approche est non seulement paternaliste, mais elle nuit également à l'économie locale et coûte en moyenne 15 à 30 % de plus que le libre choix des fournisseurs par les pays eux-mêmes. D'autres pays, comme la France, soutiennent également leurs entreprises dans la reconstruction de l'Ukraine, mais la Suisse est le seul pays européen à financer cette aide sur son budget de développement, déjà fortement réduit. Alliance Sud continue à s'engager pour que des moyens supplémentaires soient alloués à la reconstruction de l'Ukraine et surtout à la collaboration avec le secteur privé suisse en dehors de la coopération au développement. De plus, Alliance Sud exige du Conseil fédéral une transparence totale concernant le contrat d'État² et le choix des entreprises suisses qui recevront des contributions de soutien.*

Seules les entreprises qui proposent des biens et des services qui ne peuvent pas être offerts par des entreprises ukrainiennes doivent être soutenues. En outre, tous les projets financés doivent offrir une valeur ajoutée claire en matière de développement, respecter des critères stricts en matière de durabilité, de lutte contre la corruption et de droits de l'homme et contribuer à la réalisation des objectifs climatiques de Paris»³.

Tenir compte de la société civile!

La transparence est également l'une des principales revendications de différentes initiatives de la société civile ukrainienne. Là où l'État ukrainien est défaillant – et l'État est très souvent défaillant – la société civile est active: lors des évacuations des zones bombardées, lors de la distribution de nourriture à des dizaines de milliers de personnes, lors de la prise en charge des

personnes traumatisées par la guerre et des réfugié·es, et dans bien d'autres domaines encore. Sans ces initiatives, l'Ukraine ne pourrait pas survivre. Pourtant, la Suisse officielle ne les prend guère en compte dans son programme d'aide. Des questions clés se posent donc d'autant plus quant à la répartition effective des fonds suisses et à leur impact sur la population ukrainienne:

- Transparence et obligation de rendre des comptes: qui sont les principaux bénéficiaires des fonds de développement suisses en Ukraine? Les allocations et les contrats sont-ils rendus publics?

- Participation du secteur privé suisse: quelles sont les entreprises suisses qui en profitent directement ou indirectement? Les fonds sont-ils dirigés vers de grandes entreprises qui n'ont qu'une utilité limitée pour la population concernée?

- Impact sur la population ukrainienne: comment ces fonds entraînent-ils des améliorations tangibles pour la population ukrainienne? Les entreprises et les communautés locales en profitent-elles?

Si l'on ne vérifie pas précisément sur place, avec des partenaires intègres, où vont les fonds, on ne peut pas non plus exclure qu'ils passent par des canaux corrompus. Au pire, il pourrait également y avoir des liens de complicité et des magouilles entre les décideur·euses suisses, les instituts financiers, les entreprises privées et les oligarques ukrainiens, qui profiteraient alors de ces fonds. Il faut à tout prix éviter cela.

Grâce à son expérience de plusieurs décennies sur le terrain, le Forum Civique Européen connaît de nombreux projets qui profitent directement aux personnes et contribuent à un développement réellement durable. Nous nous appuyons sur des initiatives locales, des organisations et des mouvements populaires dignes de confiance. Iels ont des idées précieuses sur la meilleure façon d'aider la population. Nous voulons faire en sorte qu'iels soient enfin entendues et prises en compte par la Suisse officielle! Pour soutenir cette cause, la lauréate ukrainienne du prix Nobel de la paix Oleksandra Matviychuk du *Center for Civil Liberties* et

l'ancien activiste d'Euromaidan et expert anti-corruption Mustafa Najjem seront à Berne le 18 juin. Iels ont été invité·es par des ami·es conseiller·es nationaux/ales à donner des informations aux parlementaires intéressé·es et (pourquoi pas?) aux membres du Conseil fédéral, dans une salle du Palais fédéral.

Le soir même, une manifestation publique aura lieu avec nos invité·es dans une salle de l'Église française à Berne (Zeughausgasse 8), à laquelle nous vous invitons: Apéritif à 18h30, début de la manifestation à 19h.

Michael Rössler
FCE-Suisse

1. Les fonds iront d'abord aux entreprises déjà actives en Ukraine, puis, dans un deuxième temps, à celles qui opèrent depuis la Suisse.

2. En mars 2025, le Conseil des États a adopté une motion visant à créer une base légale pour l'aide à l'Ukraine, mais le Conseil national l'a rejetée. Pendant ce temps, le Conseil fédéral fait avancer la question d'un traité international avec l'Ukraine – en opposition et en alternative à une loi.

3. <www.alliancesud.ch>.

Jumelages entre communes suisses et ukrainiennes

Sur le modèle de l'action «Causes Communes» qui, dans les années 1990, a permis de mettre en place des partenariats entre des communes suisses et des communes de l'ex-Yougoslavie, nous avons aujourd'hui un objectif similaire pour l'Ukraine. Alors que les villes et villages allemands entretiennent désormais plus de 200 partenariats formels et informels avec des communes ukrainiennes, le bilan est plutôt maigre en Suisse. C'est pourquoi nous avons établi les premiers contacts pour changer cela. Grâce à la présence de longue date du Forum Civique Européen en Ukraine, nous connaissons de nombreuses initiatives de la société civile et des communes qui seraient intéressées par un partenariat et dont les représentant·es ne sont pas corrompu·es. Un premier pas vers un partenariat est de se connaître mutuellement.

C'est pourquoi nous invitons les représentant·es communaux/ales de Suisse intéressé·es à se rendre dans la partie la plus occidentale de l'Ukraine, en Transcarpatie. Il s'agit de la seule région épargnée par les bombardements (à deux exceptions mineures près) et qui peut donc être visitée sans risquer sa vie. Certes, l'horreur de la guerre y semble bien loin, mais plus de 300.000 personnes ayant fui l'est et le sud du pays – pour une population d'environ 1,2 million d'habitant·es avant la guerre – ont trouvé refuge ici, à la pointe occidentale de l'Ukraine. Cela signifie que les communes doivent fournir un immense travail d'intégration. Si l'idée d'un jumelage vous intéresse dans votre ville ou votre village, ou si vous souhaitez l'y introduire, n'hésitez pas à nous contacter.

Michael Rössler
FCE-Suisse

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ...N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johannis-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

Pas d'extradition vers la Hongrie

Un jugement décisif: le 9 avril 2025, la Cour d'appel de Paris décidait de rejeter la demande d'extradition vers la Hongrie dans le cas de l'antifasciste Gino Abazaj.

Il s'agit d'une deuxième décision dans ce sens, dans le contexte de la vague de persécution contre les antifascistes qui contestaient l'évènement nazi «Jour de l'honneur» en 2023. Le refus d'un mandat d'arrêt européen est une rareté dans le soi-disant «espace de liberté et de justice». Dans le cas de la Hongrie, il doit devenir la règle.

Depuis la décision du Conseil de 2002, les États de l'UE s'engagent à coopérer largement en matière d'extradition. Selon le «principe de reconnaissance mutuelle», des milliers d'expulsions simplifiées ont lieu chaque année dans des cas de «délits graves» sur la base du mandat d'arrêt européen. Mais cette coopération largement automatique nécessite un cadre rigoureux que Budapest ne remplit pas.

Dans le cas de Gino, la justice parisienne a suivi la Cour de Milan qui, il y a un an, avait refusé d'extrader le militant antifasciste Gabriele vers Budapest. Les juges ont ainsi réaffirmé que la Hongrie violait des valeurs centrales de la Convention européenne des droits de l'homme. Les jurés mettent en doute les efforts de «prévention de la torture» et le droit à un «procès équitable». Des conditions de détention et de procès inacceptables dans «l'affaire de Budapest» avaient été précédemment attestées par des rapports d'antifas emprisonné·es et de leurs soutiens. Des images de prisonnier·es entravé·es et tenu·es en laisse devant le tribunal ont choqué l'opinion publique.

La diffamation publique des dissident·es et la normalisation de l'agitation néofasciste font partie intégrante du discours du parti majoritaire Fidesz. Celles et ceux qui rendent hommage chaque année au nazisme à Budapest sont considéré·es comme des «citoyen·nes intègres» et les antifas sont élevé·es au rang de «criminel·les». Ici, une

minimisation totale du nazisme rencontre l'épouvantail bienvenu de l'antifascisme, qui est même assimilé au «terrorisme» à des fins de persécution internationale. La condamnation est préalable, tandis que le mandat d'arrêt européen est utilisé à mauvais escient. Et même au-delà de «l'affaire de Budapest», l'État hongrois s'efforce d'abuser du droit politiquement. L'interdiction de la Pride ou le refus de respecter les statuts de la Cour pénale internationale n'en sont que les exemples les plus récents. Orbán fait de la justice hongroise un instrument pour son autocratie électorale.

Il existe aujourd'hui suffisamment d'arguments pour ne pas accepter les extraditions vers la Hongrie. Mais une appropriation de ces procédures par les tribunaux européens est également plus que douteuse, car les motifs politiques constituent la base des enquêtes. Les normes juridiques européennes sont négligées dans les procédures. Lorsque la Hongrie construit une «tentative d'assassinat par une organisation criminelle» à partir des affrontements en marge de la «Journée de l'honneur», cela semble aussi peu sérieux que lorsque la justice écrit dans l'affaire de Gino avant même l'ouverture du procès: «Monsieur Abazaj purgera sa peine à la prison centrale de Budapest».

Dans ce contexte, les autorités allemandes recherchent depuis des années, avec un succès limité, à exécuter d'autres mandats d'arrêt européens pour Orbán. Sept antifascistes se sont rendu·es en janvier de cette année afin d'échapper aux poursuites de la Hongrie. Actuellement, iels doivent craindre d'être expulsé·es en raison des mêmes affrontements. Mais le recul des normes de l'État de droit et l'assourdissant acharnement de l'administration Orbán contre les mouvements sociaux devraient également réveiller les autorités

allemandes. Les lacunes systémiques de la justice hongroise, qui ont été prouvées à plusieurs reprises, doivent être prises en compte dans les futures décisions et ne laissent qu'une seule conclusion: liberté pour toutes les antifascistes!

Luc Škaille



L'activiste antifasciste albanais Rexhino Abazaj -Gino- à Paris le 4 avril 2025

Un florilège des émissions récentes sur Radio Zinzine

Passeuses d'infos N° 404 - Shu Aiello sur Un Paese Di Resistanza

Un entretien avec un des réalisateurs de ce film sur le village de Riace en Calabre, connu pour être une terre d'accueil pour les réfugié·es. Tout bascule en 2018 avec l'arrestation du maire soupçonné d'aider l'immigration clandestine...
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10233>

Des gens qui ne pensent pas comme les autres - 1ère partie

Un entretien avec Sasha Koulaeva, rencontrée à Paris le 12 avril. Elle est russe, d'une famille de «dissident·es» ou de «gens qui ne pensent pas comme les autres» (une expression en russe). Dans cette première partie, elle évoque son grand père envoyé au goulag, ses deux parents opposés au régime soviétique, son enfance et adolescence à Moscou et puis à Leningrad. L'ambiance, la lecture de livres interdits et la production de samizdats à la maison. Elle décrit le vent nouveau qui est arrivé avec Gorbatchev, la terrible guerre en Tchétchénie lancée par Eltsine, et puis sa décision de partir en France rejoindre son mari.
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10213>

Des gens qui ne pensent pas comme les autres - 2ème partie

Cette partie commence en 2014 avec le début de la guerre en Ukraine. Elle décrit les multiples façons, plutôt discrètes mais efficaces, d'exilé·es russes d'apporter un soutien aux déserteurs et aux opposant·es en Russie. Elle parle de la rencontre à Bruxelles, *People First*, organisée par des associations et collectifs ukrainiens et russes dont la priorité dans toute négociation de paix doit être les humains et pas les minéraux, les frontières ou les centrales thermiques...
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10214>

Nouvelles du réseau Reprises de Savoirs

Le réseau Reprises de Savoirs a été créé en 2022. Il a lancé un appel à des chantiers collectifs un peu partout en France, dans une perspective d'autonomie politique et matérielle. Ces chantiers conjuguent un côté pratique et un autre plus théorique ou historique. Nous avons rencontré, le 24 février 2025, à Notre Dame des Landes deux membres de la coordination du réseau.
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10180>

Le Nucléaire et son monde N°11 - L'affaire Arnaud Begin

Cet épisode nous plonge dans le climat toxique de la sûreté nucléaire chez EDF. Arnaud Begin, pour avoir fait son travail consciencieusement, se retrouve au milieu d'une affaire terrible de harcèlement, plainte et licenciement. Un lanceur d'alerte que le nucléaire et son monde se devait de recevoir pour mieux comprendre comment l'industrie nucléaire fonctionne de l'intérieur.
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10172>

